Landry CHARRIER, Karine RANCE, Friederike SPITZL-DUPIC, éd(s), *Circulations et réseaux transnationaux en Europe (XVIII^e-XX^e siècles). Acteurs, pratiques, modèles*

Berne, P. Lang, coll. Convergences, 2013, 228 pages

Gérald Arboit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8786>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8786

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 273-274

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gérald Arboit, « Landry CHARRIER, Karine RANCE, Friederike SPITZL-DUPIC, éd(s), *Circulations et réseaux transnationaux en Europe (XVIII^e-XX^e siècles). Acteurs, pratiques, modèles* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8786> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8786>

dans les placards de l'histoire » (p. 11). C'est-à-dire de « sortir de la blessure immémoriale, échapper à une temporalité figée pour commencer à écrire l'Histoire » (p. 13). Il n'est pas certain que l'objectif soit atteint avec ces actes de colloque, ni d'ailleurs qu'on les ait attendus pour s'en préoccuper... notamment pour cette immigration qui a « pu disparaître dans le creuset français » (p. 11).

Gérald Arboit

CRULH, université de Lorraine, F-54000
gerald.arboit@aliceadsl.fr

Landry CHARRIER, Karine RANCE, Friederike SPITZL-DUPIC, eds, *Circulations et réseaux transnationaux en Europe (xviii^e-xx^e siècles). Acteurs, pratiques, modèles.* Berne, P. Lang, coll. Convergences, 2013, 228 p.

L'ouvrage collectif est le résultat de deux journées d'étude organisées en 2010 à la Maison des sciences de l'homme de Clermont-Ferrand et cherchant à « poser les jalons d'une perspective qui transcenderait le cadre national, tout en l'investissant lorsqu'il s'avère pertinent » (p. X). Pour cela, trois thèmes ont été retenus : migrations – « Circulation des acteurs » (pp. 1-68) –, « Circulation des modèles politiques » (pp. 71-142) et « Circulation des idées culturelles » (pp. 143-216). Cette « réflexion sur la transnationalisation des idées, modèles et pratiques politiques en Europe » (p. 45) dans le cadre chronologique des époques moderne et contemporaine se compose de quinze études se jouant des échelles micro et macro-historiques entre des exemples locaux (Trieste, Clermont-Ferrand, Bruxelles, Anvers), nationaux – malgré tout – (Espagne, Saxe, Suisse, Norvège) et globaux (suffragistes, hybridation et constitutionnalisme). Aucune référence n'est faite à la « République des Lettres » – qui se situe pourtant au début de l'époque moderne. À la Renaissance, elle constituait une « communauté imaginée » (autour du latin et de valeurs partagées), selon les critères du transnationalisme définis par Steven Vertovec (« Conceiving and Researching Transnationalism », *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2, 1999, pp. 447-462, ici p. 494), maître à penser des éditeurs de l'ouvrage. Tout juste l'étude de Friederike Spitzl-Dupic – « La transnationalisation du concept de génie de la langue et ses traits en pays germanophones » (pp. 157-171) – en montre-t-elle la fragmentation à travers l'exemple de la transformation du « génie de la langue », cher à l'Académie française, par le concept national dans une Europe pré-révolutionnaire pour constituer un espace germanophone se nourrissant d'un imaginaire social. Francesca Zantedeschi – « L'invention d'un espace transnational : l'idée latine dans la renaissance littéraire en langue d'oc 1860-1880 » (pp. 173-185) – et

Hendrikje Hartung – « "Accordez au Norvégien le droit de parler le norvégien et pas le danois ou le suédois". Quelques réflexions sur l'idée et l'évolution de la langue nationale dans la Norvège du xx^e siècle » (pp. 187-200) – ne procèdent pas différemment en présentant qui l'affirmation centripète de la latinité dans la Provence et le Languedoc d'après 1870, qui l'antagonisme linguistique autour duquel se bâtit la Norvège pendant tout le xix^e siècle.

De fait, le cadre épistémologique de l'ouvrage traite plus largement de la nation, tandis que la chronologie se trouve contrainte par la Révolution française (53 % des études), la Restauration [française s'entend] (27 %), les années 1860-1890 (13 %) et la Première Guerre mondiale (27 %), soit 1763-1932 en Europe. Friedemann Pestel – « Les monarchiens – acteurs français et européens. Aspects transnationaux de l'émigration française après 1789 » (pp. 31-44) – et Amandine Fauchon – « Les réseaux maçonniques d'un émigré français à Trieste. Analyse des processus de transnationalisation des pratiques de la franc-maçonnerie sur les rives de l'Adriatique » (pp. 45-56) – évoquent les émigrés français partis se réfugier dans une Europe encore d'Ancien régime où le français était encore la *lingua franca*. Quant à Dorit Kluge – « Une œuvre d'art comme bien économique ? La politique artistique, les arts et la critique d'art en Saxe dans la deuxième moitié du xviii^e siècle » (pp. 145-155) –, Antoine Renglet – « Transnationaliser l'ordre révolutionnaire ? Les fêtes républicaines à Bruxelles et Anvers en l'an III » (pp. 71-88) – et Jean-Philippe Luis – « Le premier constitutionnalisme espagnol et la circulation des modèles politiques dans l'Europe du début du xix^e siècle » (pp. 89-101) –, ils montrent comment s'opère le transfert culturel dans des espaces conquis aussi bien par un « ailleurs » économique, la France des Lumières, que par les armées françaises de la Révolution et de l'Empire, qu'il s'agisse de la Saxe d'après 1763, de la Belgique de l'an III (1794-1795) ou de l'Espagne de 1808-1812. Delphine Diaz, avec « Les sociabilités politiques des réfugiés libéraux dans la France des monarchies censitaires : des pratiques aux dimensions transnationales ? » (pp. 3-16), et Karine Rance, avec « Les réfugiés politiques à Clermont-Ferrand au xix^e siècle : une communauté transnationale ? » (pp. 17-29), montrent deux dimensions de l'immigration libérale fuyant la répression contre-révolutionnaire d'Espagne (1823) et de Pologne (1830), l'une au niveau du banquet « républicain » qui permettrait une sociabilité transnationale, l'autre au niveau des regroupements par nationaux au sein d'espaces publics clivés par la réalité économique des villes de province où étaient exilés les réfugiés.

Les mutations politiques et économiques du second XIX^e siècle autour du suffragisme – Malcolm Crook, « L'avènement du suffrage féminin dans une perspective globale (1890-1914) » (pp. 57-68) –, du naturisme nourrissant la social-démocratie (Anne Desfarges, « Naturalisme et social-démocratie : chassés-croisés entre littérature française et politique allemande à la fin du XIX^e siècle », pp. 103-116), de l'hybridation des pratiques politiques, c'est-à-dire adaptation de modèles importés autant qu'acculturation réciproque (Christina Reimann, « L'hybridation des pratiques politiques européennes », pp. 117-130), sont mieux perçues dans une véritable dimension transnationale. Les circulations entre le centre et les marges apparaissent, toujours, de manière non linéaire à travers le monde occidental (en raison de l'expansion coloniale) ; elles peuvent aussi apparaître à travers des espaces plus restreints, comme dans les bordures frontalières (France-Allemagne, France-Belgique). Entre ces deux dimensions, s'insère l'Europe, autant comme « concept » que comme « idée », « c'est-à-dire [passant] de l'état de produit de la démarche cognitive, d'acquisition de l'intellect, à celui de la valeur, du statut de notion à celui d'aspiration et de volonté » (p. 216). Pourtant, elle n'est perçue que comme le même biais du même rapport bilatéral que celui des autres études. Landry Charrier – « Le modèle suisse et l'Europe à (re)construire au cours du "premier âge d'or de l'engagement européen" » (pp. 131-141) – et Jean-Daniel Olivieri – « L'europhisme de la revue *Il Baretto* (1924-1928) » (pp. 201-216) présentent chacun un europhisme de convenance, motivé par un idéal postnational, tant en Suisse, au moment du « "premier âge d'or de l'engagement européen" (1916-1932) » (p. 131), qu'en Italie à l'époque de la lutte contre le fascisme (1924-1928).

On regrettera que le journalisme n'ait pas figuré au catalogue des intervenants. Pourtant, « les journalistes sont au cœur des réseaux de soutien aux réfugiés » (p. 24) à l'époque de la Restauration (pp. 24-28). Ils deviennent même des acteurs sociaux amplement transnationaux au cours des époques suivantes figurant au sommaire de l'ouvrage. Peut-être cela tient-il à une faiblesse conceptuelle initiale de la définition du « transnationalisme » et de la « transnationalisation » ? Les éditeurs se focalisent moins sur la notion d'échelle que sur celle « de [la] circulation et [de] l'échange » (p. ix). Ils privilégient « le comparatisme, l'étude des transferts culturels, l'histoire croisée, l'histoire connectée » (p. ix) et font reposer leur mise en avant des « circulations et réseaux transnationaux en Europe (XVIII^e-XX^e siècles) », de ses « acteurs, pratiques, modèles » sur « des études de cas »

qui, contrairement à leur sentiment, ne « surévalu[ent] pas] la dimension transnationale » (p. ix). Au contraire, il apparaît que la transnationalisation est prise dans les seuls sens d'acculturation, plutôt que comme communauté (d'origine, de culture, d'idée, de travail...), et d'espaces publics clivés. Loin du concept de multiperspectivité, cher au Conseil de l'Europe (Robert Stradling, *La multiperspectivité dans l'enseignement de l'histoire : manuel pour les enseignants*, Strasbourg, Conseil de l'Europe/Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, 2001), dépassant même la conception anglo-saxonne du *transnationalism* (globalisation et migration) qu'ils prennent pour modèle, les éditeurs livrent une série d'études de cas inégales sur le fond.

Gérald Arboit

CRULH, université de Lorraine, F-54000

gerald.arboit@aliceadsl.fr

Alain CHOUET (entretiens avec Jean Guisnel), *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*.

Paris, Éd. La Découverte, coll. La Découverte Poche/Essais, 2013, 324 p.

Quel rapport entre les sciences de l'information et de la communication (sic) et le travail des services spéciaux français regroupés dans la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), vulgairement et bien rapidement appelés services de renseignement ? La question est bien moins anodine qu'il n'y paraît à lire l'ouvrage d'entretiens dans lequel Alain Chouet offre des clés pour comprendre – pour ne prendre que des exemples récents –, au niveau international, la guerre en Syrie, la situation au Mali ou le coup d'État en Égypte, ou, sur le plan purement français, les événements dans certaines banlieues avec le rôle joué par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Depuis un point de vue extérieur au champ académique, l'auteur questionne la production des médias, le rôle des experts dans ces mêmes médias, le manque total de connaissance des autres cultures, les stratégies de communication mises en œuvre par les gouvernements et les groupes terroristes, l'utilisation des médias qu'elles développent, voire, *in fine*, les conditions d'existence de la démocratie.

Après des études de lettres classiques, Alain Chouet apprend l'arabe afin de « maîtriser les langues du pourtour de la Méditerranée ». Il complète ce cursus par un diplôme de droit mais, par refus de la hiérarchie parfois totalitaire qui règne dans certaines ambassades, ne souhaitera pas intégrer les Affaires étrangères. À